

# L'impact de la prime de production sur la rentabilité des exploitations laitières au niveau de la Wilaya de Tizi-Ouzou - Algérie

## The impact of the production bonus on the profitability of dairy farms in the Wilaya of Tizi-Ouzou - Algeria

MAKHLOUF M. (1), MONTAIGNE E. (2)

(1) Faculté Agrobiologie, Université Mouloud MAMMARI, Tizi-Ouzou 15 000 – Algérie

(2) UMR MOISA SUPAGRO, 2 place Viala, F-34060 Montpellier - France

### INTRODUCTION

L'un des objectifs prioritaires de la politique laitière nationale est l'augmentation durable de la production locale (Makhlouf, *et al.*, 2015). A cette fin, l'Etat accorde aux éleveurs une prime à la production afin de les inciter à orienter davantage leurs systèmes d'élevages vers la production laitière. La quasi-stagnation du montant de la prime durant ces dernières années, le faible niveau du prix du lait cru payé aux éleveurs et le taux élevé de l'inflation questionnent la rentabilité de l'activité laitière. L'objectif de cette étude est d'analyser l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE), obtenu principalement de la vente du lait cru, en tenant compte de l'amélioration, en terme nominal, du montant de la prime de production (de 7 à 12 DA/l à partir de 2009).

### 1. MATERIEL ET METHODES

Un échantillon de 50 producteurs laitiers sous contrat avec les laiteries de la zone d'étude (Wilaya de Tizi-Ouzou) a été enquêté à plusieurs reprises entre 2012 et 2014. En mobilisant un questionnaire détaillé sur les postes de recette et de dépense et sur la taille de l'atelier, complété par plusieurs entretiens semi-directifs sur l'organisation de l'exploitation pour améliorer la qualité des données, l'enquête nous a permis de définir quatre cas types.

### 2. RESULTATS

Quatre principaux groupes d'éleveurs se distinguent selon l'effectif de vaches laitières.

**Le groupe 1** est composé essentiellement des petits éleveurs (42 % du total) de moins de 10 vaches laitières. A l'exception de l'alimentation (achat de concentré et de foin), les charges opérationnelles qui pèsent sur ce groupe sont faibles. La main d'œuvre reste exclusivement familiale et le taux d'endettement est quasi-nul car les investissements productifs sont rares et le croît du cheptel est plus interne qu'externe.

**Le groupe 2**, composé de 17 exploitations (34 % du total) diversifiant ses activités aussi bien au niveau de l'élevage que des cultures, dispose d'un effectif bovin allant de 11 à 20 vaches laitières. Environ 80 % de la production totale est livrée aux laiteries de la zone.

**Le groupe 3**, composé de 10 éleveurs (20 %), est en voie de spécialisation dans la production laitière. La vente du lait cru dépasse les 85 % de la production.

**Le groupe 4** (2/50) est constitué de systèmes d'élevage assez modernes et intégrés. L'effectif moyen est de 44 vaches laitières, en majorité de races importées (Montbéliarde et Holstein). Il se distingue aussi par son niveau d'équipement important. La main-d'œuvre mobilisée est exclusivement salariée. La vente du lait cru se fait exclusivement vers les laiteries.

L'étude de la rentabilité des exploitations repose sur l'analyse des charges, des produits et de l'excédent brut d'exploitation (EBE) de l'atelier lait. Les EBE, par exploitation et par vache laitière, sont négatifs pour toutes les exploitations des groupes 1 et 3 (31 au total) et une partie des exploitations sans terre du groupe 2 (8/17).

Ces marges négatives seraient encore plus importantes si on les privait de la prime de l'Etat car celle-ci représente, dans les différents groupes, environ 28 % des recettes totales issues de l'atelier lait. Les exploitations du groupe 4 et d'une partie du groupe 2 (9/17) affichent des EBE moyens positifs. Leurs prix de revient du lait cru, bien que plus faibles que ceux des deux autres groupes, ne restent que légèrement inférieurs au prix du lait payé par les laiteries. La diminution du 'prix constant' du lait cru payé par les laiteries (de 25,43 DA2001 /l en 1995 à 20,63 DA2001/l en 2014), et la forte stagnation, tant nominale que réelle, de la prime de production (de 1995 à 2008 et de 2009 à 2014) (figure 1) ont indéniablement fragilisé la rentabilité financière d'un grand nombre d'élevages évoluant dans une économie à fort taux d'inflation (250 % en 20 ans), renchérissant ainsi les principaux intrants agricoles. La viabilité de ces exploitations n'est donc assurée que par une recherche de pluriactivité ou de multifonctionnalité et une sous rémunération du travail familial.

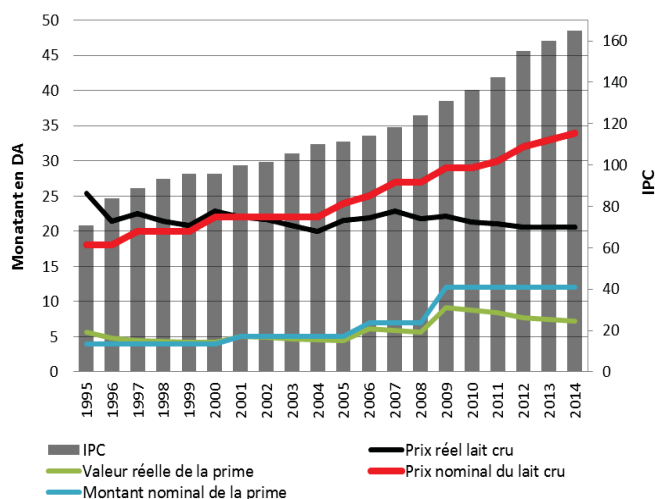


Figure 1 : Evolution du prix réel du lait cru et de la prime de production en fonction de l'indice des prix de consommation (base 100 = 2001)

### CONCLUSION

La production laitière est insuffisante, à elle seule, pour procurer aux éleveurs un EBE positif en particulier dans les élevages caractérisés par un faible rendement laitier et un coût élevé des aliments concentrés par litre de lait, coût déjà souligné dans l'étude de Ghozlane *et al.* (2010). Notre étude confirme leurs résultats en y ajoutant l'importance du soutien public sur les recettes et donc les marges. La révision nécessaire de la politique des prix et des primes de l'Etat doit, non seulement s'adapter à l'évolution des coûts réels de production au niveau des différents systèmes d'élevage, mais aussi limiter les autres contraintes (crédit, assurance, accès au foncier,...) qui entravent toujours l'essor de l'amont de la filière locale.

Ghozlane F., Belkheir B., Yakhlef H. 2010. *New Medit* 3, 22-27  
Makhlouf M., Montaigne E., Tessa A. 2015. *New Medit* 1, 12-23